



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74 - N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1541 - 22 novembre 1990 - 4,5 F

D 1541 ÉQUATEUR: LE MOUVEMENT INDIEN SOUS SURVEILLANCE

Après le soulèvement national des Indiens d'Equateur en juin 1990 (cf. DIAL D 1511), un dialogue s'est officiellement ouvert entre le gouvernement et les représentants de la Confédération des nations indiennes d'Equateur - CONAIE. La Commission de dialogue a ainsi reçu la liste des 57 conflits de terres actuellement recensés. Les discussions ont commencé sur la base des 16 points du "mandement sur la défense de la vie et des droits des nations indiennes" élaboré en vue du soulèvement national de juin.

Des ripostes, destinées à faire pression sur le gouvernement, sont venues des milieux des grands exploitants agricoles qui ont donné un retentissement national à un rapport militaire confidentiel adressé au président de la République à la fin de l'année dernière, pour l'alerter sur le développement du mouvement indien en Equateur.

Ci-dessous présentation résumée du contenu du rapport des services de renseignement de l'armée, et point de vue d'un groupe régional de grands exploitants.

Note DIAL

1. Résumé du rapport de l'état-major des armées sur le problème indien (extraits de la revue *La Otha* d'août 1990)

(...)

Première alarme

A la date du 21 décembre 1989, l'amiral Hugo Unda Aguirre, chef du commandement conjoint des forces armées, remet au ministre de la défense nationale "pour étude et mesures appropriées" un rapport élaboré par le bureau de renseignement militaire sur la base de l'évaluation transmise par la division 17-BS Pastaza à propos des nationalités indiennes et de leur projet.

La première partie du rapport, signée du conseiller -général de brigade de réserve-Galo Almeida Nieto, porte sur le polémique projet de loi présenté au Congrès en 1988 par la commission des affaires indigènes. Celle-ci était présidée par l'ancien député Enrique Ayala Mora et constituée des députés Gabriel Pazmiño Armijos et Edgar Castellanos Jiménez. La commission bénéficiait des apports des principales organisations indiennes, des représentants d'organismes privés nationaux et "étrangers", ainsi que des religieux dits progressistes comme Mgr Leonidas Proaño.

Le conseiller rappelle dans son rapport que le projet de loi a été inscrit dans l'ordre du jour d'une des sessions du Congrès sous la présidence d'Antonio Rodríguez, mais que, suite à une âpre discussion, ce projet a été confié pour étude à la commission du travail et du social. Le rapport du conseiller relève également que la majorité du Congrès et du gouvernement n'est, semble-t-il, pas d'accord avec le projet. Il insiste sur la présence d'éléments d'extrême-gauche qui, mettant à profit l'ingénuité des natifs, procèdent à un endoctrinement de type marxiste-léniniste. Il recommande que le gouvernement, par la voix du ministère approprié, déclare une fois

D 1541-1/4

pour toutes que l'Etat équatorien est indivisible, comme le stipule la Constitution, et qu'il englobe à égalité les Blancs, les métis et les Indiens. Il recommande également qu'il faut interdire à des étrangers comme le dirigeant espagnol Roberto Baronano Ruiz d'entrer dans le pays et de s'y réunir librement avec les Indiens, de vérifier leur degré d'organisation et de propager des idéologies étrangères. On pense que cet individu appartient à la J.V.S., laquelle fait partie du groupe subversif ETA d'Espagne.

Des objectifs camouflés

La seconde partie du rapport, élaborée par les agents de renseignement - le général de brigade de réserve Galo Almeida Nieto et le colonel d'état-major Miguel A. Camacho C. - présente les "objectifs camouflés" poursuivis par les ethnies d'Amazonie (1): 1) donner une direction politique au mouvement indien; 2) créer un gouvernement parallèle en Amazonie; 3) faire perdre, en particulier dans les communautés indiennes, la confiance envers les conseillers gouvernementaux pour les affaiblir et les faire partir; 4) inciter la population indienne au refus des lois actuelles sous prétexte qu'elles favorisent l'injustice sociale; 5) procéder à un endoctrinement idéologique en vue d'une remise en cause des frontières vu qu'elles ont été établies par le système capitaliste; 6) former des meneurs de base efficaces, endoctrinés dans des pays socialistes, et constituer des groupes armés; 7) préparer l'indépendance de la région amazonienne grâce au slogan: "Les terres sont à nous, avec ou sans titres de propriété."

Le rôle de l'Eglise

Les services de renseignement militaires font observer que l'état-major d'organisation du mouvement indien résulte de l'orientation missionnaire des congrégations de l'Eglise progressiste *"qui ont inculqué dans les communautés indiennes un esprit d'union et d'organisation pour faire face à leurs problèmes de survie et de demande de propriété de la terre"*. Le soutien de l'Eglise s'est renforcé à partir des années soixante; puis c'est le tour de l'influence des partis politiques d'extrême gauche tels que le PSE et le FADI, ainsi que d'organisations syndicales telles que la CTE.

Par ailleurs l'organisation indienne a reçu un soutien de l'étranger dans le domaine politique, économique, éducatif, technologique et idéologique grâce à un système de bourses internationales dans des centres d'instruction étrangers; elle a également reçu la visite d'étrangers socialistes et communistes venant périodiquement en Amazonie pour accorder des bourses. On sait que cinq leaders indiens ont reçu un entraînement politique et militaire à Cuba.

Ils s'arment

Les documents prouvent qu'il existe à l'étranger un prosélytisme s'appuyant sur les médias pour montrer que les peuples d'Equateur sont sur le pied de guerre dans la défense de leurs terres. L'attention est également attirée par le fait que les leaders de la Confédération des nations indiennes de l'Amazonie équatorienne (CONFENIAE) et l'Organisation des peuples indiens de Pastaza (OPIP) occupent les charges principales de la Direction provinciale de l'éducation dans plusieurs provinces. Par ailleurs on a découvert le progressif équipement en fusils de l'industrie nationale et étrangère dans des communautés indiennes de l'intérieur de la région orientale.

(...)

Jaime Diaz Marmolejo

2. Déclaration de l'Association des producteurs agricoles du Nord (publicité payée dans La Verdad du 1er septembre 1990)

LA VERITÉ SUR LE SOULÈVEMENT INDIEN Des objectifs camouflés aux évidences

Deux points très importants sont à relever dans le rapport des forces armées sur le soulèvement indien.

Le premier est que ce rapport a été remis pour information au président de la République et à ses collaborateurs voici plus de huit mois, et que le gouvernement n'a rien fait pour contrôler le mouvement, très probablement en raison du coût politique élevé que cela aurait représenté pour les prochaines élections, ou plus simplement parce qu'il en a minimisé l'ampleur et n'avait pas prévu la dimension que prendrait l'insurrection indienne pour en prévenir les conséquences. Le gouvernement n'a pas non plus attaché d'importance à l'intervention d'éléments étrangers qui ont financé, formé intellectuellement et mis à profit le mouvement indien en détournant leurs idéaux par une présentation faussée de la réalité historique de la découverte de l'Amérique, voici cinq cents ans, qui aurait eu pour effet de les spolier de "leurs terres".

Le deuxième point à relever est que le soulèvement indien avait des objectifs camouflés. Est-ce que, par hasard, le gouvernement a cru ingénument qu'il s'agissait uniquement d'une revendication sur des terres mal travaillées ou d'une demande de règlement des problèmes de propriété de ces terres qui n'auraient pas été convenablement solutionnés? Est-ce que, par hasard, le gouvernement a cru qu'en remettant des titres de propriété pour des milliers d'hectares dans les Andes et en Amazonie, qu'en tolérant l'occupation illégale et violente de propriétés agricoles efficacement exploitées, ou qu'en acceptant dans l'indifférence les outrages aux forces de la défense et de l'ordre de notre pays ainsi que les agressions scélérates contre de pacifiques citoyens, il allait pouvoir faire face à l'illégalité de la situation?

Parallèlement au rapport des forces armées, les milieux d'exploitants agricoles ont à plusieurs reprises alerté le gouvernement et le pays. Les occupations de terres à répétition, les actes d'agression contre leurs propriétaires, les séquestrations de membres de l'armée et de la police étaient autant de symptômes évidents d'une préparation d'actions de plus grande ampleur.

Les ingrédients rassemblés dans cette problématique constituaient le germe d'un ébranlement social à court terme. Il s'agit, d'une part, du secteur le plus faible de l'économie nationale, à savoir celui de la production agropastorale constitué d'exploitants et de travailleurs mécontents parce que manquant de garanties pour leur activité économique et subventionnant en permanence les citoyens par le biais de produits alimentaires à des prix inférieurs à leurs coûts de production. Il s'agit, d'autre part, du secteur social indien traditionnellement oublié des gouvernements, trompé par les politiciens, démuné des services publics de base pour subsister en milieu rural. Cette accumulation de conditions négatives a servi la rapacité de politiciens en mal de voix, ceux-là mêmes qui, avec la démagogie de toujours, abordent le problème au Congrès dont ils ont réussi par ces moyens à être membres. Ce problème ne pouvait que faire le bonheur des agitateurs sociaux, des spéculateurs de terres dont le seul but est de parvenir à leurs fins malveillantes et non pas au bien-être des Indiens. Ce problème ne pouvait que faire le bonheur de certains religieux qui ont échoué dans une prédication sans pratique et qui cherchent maintenant à récupérer leurs fidèles en faussant la religion, en appliquant la théorie selon laquelle la fin justifie les moyens... (2) L'Amérique latine avec l'application de systèmes politiques et économiques qui ont échoué sous d'autres latitudes.

Il n'a pas fallu beaucoup de temps pour que les vrais objectifs du mouvement indien deviennent évidents. Nous avons tous en mémoire la scène, présentée par la presse et la télévision, au cours de laquelle les dirigeants indiens ont présenté au président de la République avec un total manque de respect leurs réclamations. Réclamations qui constituaient une atteinte à la souveraineté nationale, à l'unité de l'Etat, à la stabilité du système démocratique, par l'exigence d'un Etat indien souverain, de terres et de ressources nationales qui sont le patrimoine de tous les Equatoriens.

Pour la première fois le Premier Mandataire a eu une réponse diamétralement opposée et tranchante. Elle a été tardive mais nous espérons qu'il conservera cette attitude pour le bien de tous, et qu'il pourra ainsi contrôler et réprimer les actes comme ceux qui se sont produits dans la commune de Pijal, province d'Imbabura, où ont été séquestrés, torturés, "jugés" et "exécutés" deux membres de l'unité d'enquêtes de la

[2] Ligne manquante dans la page du journal [NdT].

police nationale par les Indiens (3) qui avaient occupé - et continuent d'occuper - les exploitations agricoles de la région, en présence et avec la complicité de Luís Macas, dirigeant de la Confédération des nations indiennes d'Equateur (CONAIE), et de Melle Elsy Monge, représentante de la Commission oecuménique des droits de l'homme, pour laquelle le fait de priver de liberté des policiers et de les torturer n'est pas une atteinte aux droits de l'homme, vu que ceux-ci ne servent à défendre que des bandits et des guérilleros. A la même date et au même endroit quatre jeunes mineurs qui se promenaient dans cette région ont été séquestrés par ces mêmes Indiens qui les ont traités d'"espions". Quelle va être la réponse du gouvernement et du pays maintenant qu'on connaît les vrais objectifs du mouvement indien?

L'Association des producteurs agricoles du Nord - ASOPRAN ne s'oppose pas à ce que le gouvernement, dans le cadre légal, satisfasse les intérêts légitimes de ce groupe d'Equatoriens. Elle est même disposée à collaborer car elle estime que le vrai paysan et le travailleur agricole sont des éléments essentiels à la production d'aliments.

Nous devons enfin, comme les autres organisations d'exploitants, laisser clairement entendre que nous sommes organisés pour exiger le respect des droits inscrits dans la Constitution du pays et dans les lois de la République. Nous sommes organisés pour défendre une activité digne et honorable qui remplit sa fonction sociale. Nous pencherons toujours en faveur des éléments qui produisent et qui travaillent de façon intégrée et harmonieuse; mais nous rejetterons ceux qui s'efforcent de les diviser ou de les détruire à des fins ou objectifs camouflés ou évidents. Nous n'attaquons personne ni ne recherchons la confrontation. Nous ne voulons pas que se reproduisent dans notre pays des épisodes tragiques comme ceux qui se produisent quotidiennement dans des pays voisins. Mais nous sommes disposés à nous battre pour défendre nos idéaux, nos droits, nos familles, nos vies et, surtout, notre pays.

(3) Les informations n'ont fait état à l'époque et à cet endroit que d'échauffourées à coups de bâton entre Indiens et militaires, avec quelques blessés de part et d'autre. Des séquestrations de militaires ou de policiers ont effectivement eu lieu mais dans la province du Chimborazo [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)